

19 avril 1999 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, et M. Alvaro Arzu Irigoyen, Président du Guatemala, sur la coopération politique et économique franco-guatémaltèque, Paris le 19 avril 1999.

Mesdames, messieurs, je voudrais vous remercier de votre présence et vous dire que nous venons d'avoir un entretien extrêmement constructif. Nous avons parlé des problèmes d'une façon tout à fait positive avec le Président Chirac. Je voudrais le remercier de son hospitalité, et dire que nous avons abordé avec lui des problèmes d'intérêt commun pour la France et le Guatemala. Quant à nous, nous avons parlé de notre situation économique. Tous les deux, nous avons envisagé le Sommet de Rio, sa préparation et son déroulement. Nous avons parlé de problèmes socio-économiques, de problèmes culturels parmi les plus importants.

Et puis, nous voulons surtout dire au Président Chirac que nous sommes très, très heureux de le retrouver après la visite qu'il a effectuée dans notre pays, après cette catastrophe naturelle qu'a été le cyclone "Mitch" qui a ravagé toute l'Amérique centrale. Je voudrais souligner, à cet égard, que le Président Chirac a apporté un intérêt tout particulier au soutien de nos pays, et qu'il a laissé dans la population un souvenir extrêmement ému grâce à sa cordialité et sa profonde sensibilité.

LE PRESIDENT - Je voudrais dire combien nous sommes heureux, et combien je suis heureux, de recevoir, à l'occasion de cette visite, le Président Arzu. Pour la France, comme pour l'Union européenne, le Président Arzu incarne la paix, la démocratie, le progrès, et je dirais, la modernité. C'est pourquoi je m'étais réjoui d'aller lui rendre visite, il y a quelques mois, et c'est pourquoi nous sommes si heureux de l'avoir aujourd'hui.

Nous avons parlé des problèmes politiques, de nos échanges politiques, et signé un accord important qui va permettre de développer ces échanges politiques. Nous avons parlé des progrès économiques importants qui ont été réalisés par le Guatemala et de la coopération économique qui doit se développer entre nos deux pays.

Nous avons, comme l'a dit le Président, parlé à la fois de l'intégration régionale et du Sommet de Rio. Et je voudrais simplement redire au Président toute mon estime, toute mon amitié, et aussi toute ma reconnaissance, parce qu'il a permis de renouer des liens profonds, amicaux entre nos deux pays.

QUESTION ¿ Quand le Président Chirac s'est rendu dans votre pays, Monsieur le Président Arzu, il a dit qu'il allait parler avec ses partenaires du Club de Paris et d'autres institutions financières pour réduire d'une façon tout à fait substantielle les dettes des pays latino-américains. Alors, je voudrais savoir, en ce qui concerne le Guatemala, si le Président Chirac vous a fait, à cet égard, une proposition particulière ?

LE PRESIDENT ARZU ¿ Oui, effectivement, le Président Chirac, lorsqu'il s'est rendu en voyage en Amérique centrale, a fait une offre. Et je dois dire, en ce qui concerne le Guatemala, il a respecté tout à fait ses engagements, puisqu'il nous a supprimé une dette extérieure avec la France de 11 millions de dollars. Et ceci a suivi effectivement l'offre qu'il avait faite.

QUESTION ¿ Je crois que le Président Arzu a parlé d'accueillir des familles réfugiées du Kosovo. Je voudrais savoir si vous avez entendu parler d'intentions similaires de la part d'autres pays latino-américains et s'ils ont exprimé de la solidarité ?

LE PRESIDENT ARZU ¿ Eh bien, effectivement, puisque nous avons eu un conflit de 36 ans, nous avons eu beaucoup de personnes qui ont été déplacées, qui ont dû quitter leur pays, et beaucoup de ces personnes sont venues en Europe. De telle sorte que nous pensons que nous aussi devons faire un geste. Nous sommes un petit pays, nous sommes un pays pauvre, mais nous pensons que nous devons faire preuve de solidarité. C'est pour cela que nous avons dit que nous sommes prêts à recevoir des réfugiés, nous l'avons dit publiquement, nous l'avons écrit, ceci a été d'ailleurs transmis par les moyens de communication. Nous avons fait cette déclaration au préalable lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères d'Amérique centrale, qui ont exprimé d'ailleurs le même souhait, mais nous, nous avons déjà concrétisé véritablement, c'est-à-dire que notre offre est ferme.

LE PRESIDENT - Je vous remercie.\